

16 mars 2006, Québec

Allocution devant la Jeune Chambre de commerce de Québec

Madame, la Présidente de la Jeune chambre de commerce de Québec (Véronique Morin),

Chers collègues, députés et ministres,

Distingués invités,

Mesdames, Messieurs,

C'est un plaisir d'être avec vous ce midi et d'être l'invité de la « Meilleure organisation des Amériques ».

Madame Morin, à toute votre équipe, j'adresse les plus chaleureuses félicitations du gouvernement du Québec pour avoir obtenu la plus haute distinction lors du Congrès des Amériques de la jeune chambre internationale en mai dernier, à Sao Paulo au Brésil.

L'excellence de votre organisation vous a menés jusqu'au Congrès mondial de la jeune chambre internationale, tenu à Vienne en Autriche en octobre dernier. Votre prestige rejaille sur notre capitale nationale et sur toute sa communauté d'affaires, qui compte parmi les plus dynamiques du pays.

Mesdames, Messieurs,

En tant que jeunes gens d'affaires, en tant que jeunes entrepreneurs, vous êtes les déclencheurs du dynamisme économique de notre capitale nationale. Notre capitale nationale est au nombre des plus belles villes du monde. Elle continue de regrouper une part importante des employés de l'État, mais elle est aussi un avant-poste de la nouvelle économie au Québec. On compte dans la capitale nationale pas moins de 400 centres de recherche autour desquels gravitent 6 000 chercheurs et ingénieurs.

Ce sont des générateurs d'emplois de très haut niveau axés sur l'innovation. Plusieurs centres de recherche à vocation industrielle incarnent la nouvelle économie. Pensons entre autres : à l'Institut national d'optique, reconnu tant au Canada qu'à travers le monde; à l'Institut de recherche sur les produits du bois du Canada, Forintek; au COREM (Consortium de recherche en traitement et transformation de substances minérales).

Depuis sa création en 1988, l'Institut national d'optique a favorisé la création d'une vingtaine d'entreprises, a effectué 32 transferts technologiques, est titulaire de 65 brevets et a signé environ 2 000 contrats avec l'industrie. Pour la seule année 2005, 220 contrats ont été signés.

La vieille capitale est devenue synonyme de nouvelle économie. Et vous en êtes, vous tous dans cette salle, des porte-flambeaux. En tant que jeunes gens d'affaires, en tant que jeunes entrepreneurs, vous êtes animés par le désir de réussir. Chaque jour, vous vous retrouvez les manches et vous portez des projets vers leur réalisation. Vous cultivez la confiance.

C'est dans cette dynamique que s'inscrit mon gouvernement. J'ai inauguré cette semaine une nouvelle session à l'Assemblée nationale. Cette rentrée parlementaire a été un moment

pour regarder le chemin parcouru et affirmer nos priorités pour le dernier droit de notre mandat.

Au cours des trois dernières années, notre gouvernement s'est employé à renouveler nos façons de faire pour que le Québec progresse sur la voie de la prospérité. Souvenez-vous, en 2003, notre système de santé était plongé dans une crise sans précédent. Les bulletins de nouvelles s'ouvraient sur le nombre de personnes dans les corridors de nos urgences.

Aujourd'hui, Statistique Canada dit que le délai moyen d'attente pour une chirurgie non urgente est passé de neuf à quatre semaines au Québec, ce qui nous ramène dans la moyenne canadienne. Le Conference Board établit que, de toutes les provinces canadiennes, c'est au Québec que le délai entre un rendez-vous avec un généraliste et un spécialiste est le plus court.

Ces avancées nous permettent aujourd'hui de faire entrer notre système de santé dans une nouvelle ère, celle de la garantie d'accès. Et cette garantie d'accès inclura une ouverture mesurée au secteur privé : à des cliniques spécialisées privées, qui seront affiliées au système public, et à des assurances privées pour certaines chirurgies courantes.

C'est de cette manière que nous avons répondu au défi posé par la Cour suprême du Canada dans l'arrêt Chaoulli : nous avons renforcé le caractère public de notre système en permettant au secteur privé, dans le cadre de ce système public, de jouer un rôle.

C'est une synergie gagnante. En santé, nous avons réinvesti, mais nous avons surtout réorganisé le système. Nous avons mis en place des méthodes d'aujourd'hui pour répondre aux besoins des Québécois d'aujourd'hui. C'est le même esprit qui nous anime dans les autres domaines de l'action gouvernementale.

En éducation, par exemple, nous avons réinvesti 1 milliard de dollars, c'est davantage en trois ans que le gouvernement précédent en neuf ans. Mais nous avons surtout affirmé des priorités nouvelles. Nous avons consacré des efforts très importants afin que les enfants prennent goût à la réussite dès leur entrée à l'école. Nous avons développé l'aide aux devoirs. Nous allons augmenter d'une heure et demie la semaine de classe au primaire et intégrer l'enseignement de l'anglais dès la première année.

Au cours de l'automne, nous avons aussi confirmé des investissements supplémentaires de 100 millions de dollars entièrement consacrés à l'accompagnement des élèves en difficulté. Pour la suite des choses, nous faisons une priorité de l'investissement dans l'enseignement postsecondaire.

Les transferts fédéraux aux fins de l'enseignement postsecondaire ont été coupés au milieu des années 90. Aujourd'hui, en 2006, ils demeurent inférieurs à ce qu'ils étaient il y a dix ans. Il y a un rattrapage à faire. Sur le plan économique aussi, nous avons changé les choses. Nous aidons mieux ceux qui ont besoin d'aide, et nous créons un contexte plus propice à la croissance.

Nous avons aligné les ressources sur les besoins véritables des personnes et des familles. Nous avons mis sur pied un programme de soutien aux enfants. Depuis l'an dernier, un

million de familles avec enfants reçoivent une aide du gouvernement. Dans la capitale nationale, 36,5 millions de dollars sont ainsi versés à plus de 65 000 familles. Nous avons aussi instauré une prime au travail pour améliorer la qualité de vie des travailleurs à faible revenu. À l'échelle du Québec, 500 000 ménages en bénéficient.

Nous avons poursuivi le développement du réseau des garderies à contribution réduite. Nous atteindrons l'objectif de 200 000 places en 2006. Depuis le 1er janvier, le nouveau régime québécois de congé parental est en vigueur. Un régime plus généreux que le régime canadien, et le seul à offrir un congé parental aux travailleurs autonomes. C'est un régime sur mesure pour les jeunes entrepreneurs qui n'ont pas toujours accès aux programmes offerts dans les grandes organisations. C'est une économie moderne que nous voulons. Pour avoir une économie moderne, on doit avoir des infrastructures modernes. Nous y aurons consacré 14 milliards de dollars en 3 ans.

Dans la capitale nationale, ça veut dire, entre autres : le prolongement de l'autoroute du Vallon; l'échangeur Charest-Duplessis; la route 175 à Stoneham. Les infrastructures, ce sont des routes, mais aussi des immobilisations en santé et en éducation : des nouveaux CHSLD à Limoilou et dans la Pointe Sainte-Foy; la rénovation de l'urgence de l'Enfant-Jésus; l'agrandissement de l'Institut de cardiologie et de pneumologie de l'Hôpital Laval et des investissements en immobilisations au cégep Sainte-Foy, dans le pavillon Vaudry et l'Université Laval et à l'INRS; c'est aussi un investissement au Centre international de recherche et de formation en neurophotonique de l'Université Laval; c'est un autre investissement, au Centre de transformation sur le bois ouvré à l'Université Laval, ce qu'on appelle le pavillon Kruger.

Ce qui relève du gouvernement, c'est aussi des investissements stratégiques qui vont favoriser la croissance et la diversification de l'économie : c'est l'appui à l'implantation d'Ubisoft à Québec; c'est la rénovation de l'ancien Centre municipal des congrès. C'est aussi le lancement du projet ACCORD, par mon collègue Michel Després, qui vise à renforcer le positionnement international de Québec dans ses forces stratégiques que sont les sciences de la vie, la santé et la nutrition, les technologies appliquées, les matériaux transformés, le tourisme et les assurances.

Ce qui relève du gouvernement, c'est aussi l'établissement d'une politique fiscale plus concurrentielle qui facilite l'investissement. Nous avons ainsi réduit la taxe sur le capital de 50 % pour les PME et instauré un crédit de taxe sur le capital pour favoriser l'investissement dans la modernisation des entreprises.

Nous avons aussi lancé deux FIERs à Québec, les Fonds d'intervention économique régionale, dotés d'une capitalisation de 15 millions de dollars chacun. Ils vont permettre le démarrage et la croissance de nouvelles entreprises. Notre stratégie de développement économique fixe l'objectif de porter à 3 % du PIB les investissements en recherche et développement d'ici 2010.

Nous allons continuer à mettre de l'avant des mesures qui favorisent la diversification économique de Québec et son positionnement dans la nouvelle économie. Au total, c'est 850 millions de dollars que notre gouvernement a investis dans la capitale nationale en 3

ans. Voilà une contribution qui participe au succès économique de la région : Le taux de chômage qui s'établissait à 7,6 % en février 2003 était à 5,7 % en février 2006.

Québec est dans le peloton de tête des cinq villes canadiennes qui connaissent la plus forte croissance. En 2005, l'investissement résidentiel, industriel et commercial a progressé de 8,2 % par rapport à 2004. C'est la plus forte progression au Québec. Cela correspond à 6,5 milliards de dollars d'investissement.

En matière de transport en commun, la région de Québec pourra bientôt obtenir d'importantes nouvelles sources de financement. Trois nouveaux instruments seront mis de l'avant par le gouvernement, soit notre nouvelle politique de transport en commun, notre plan triennal d'immobilisation et la SOFIL. Par ces trois instruments, nous répondons concrètement au plan stratégique du Réseau de transport de la Capitale, tant sur le plan du renouvellement de la flotte d'autobus, du projet d'autobus écologiques dans le Vieux-Québec, que pour la mise en place de nouvelles infrastructures.

L'État d'aujourd'hui a aussi pour responsabilité d'engager notre société sur la voie du développement durable. Le développement durable, ça veut dire, notamment, avoir le courage de protéger nos forêts, tout en venant en aide aux communautés touchées. Et au Québec, le développement durable est indissociable du développement énergétique.

Pensons-y. Qu'est-ce qui est le mieux pour l'environnement : produire notre hydroélectricité ou acheter de l'électricité des États-Unis produite avec des centrales au charbon? Si l'Alberta s'enrichit en vendant des hydrocarbures aux États-Unis, pourquoi devrions-nous être gênés de créer de la richesse chez nous en contribuant à l'assainissement de l'air sur le continent?

Croire dans le développement durable, c'est croire en deux mots : « développement » et « durable ». C'est développer notre économie en nous assurant de préserver nos ressources pour les générations futures. C'est dans cet esprit que nous avons relancé le développement énergétique au Québec.

Dans le nord du Québec aujourd'hui, près de 20 000 travailleurs s'affairent sur les projets de développement hydroélectrique à Mercier, Eastmain 1, Péribonka, Rapides-des-Cœurs et Chute-Allard. Nous prévoyons des investissements de 3,5 à 4 milliards de dollars par année pendant 15 ans. C'est notre richesse et nous allons l'exploiter, et c'est aussi une partie de notre identité. En plus du développement hydroélectrique, nous avons aussi propulsé le Québec parmi les leaders nord-américains de l'énergie éolienne avec le développement de 500 mégawatts; c'est plus d'électricité qu'il n'en faut pour subvenir aux besoins en énergie de la moitié de la capitale nationale.

Notre énergie, c'est notre histoire, c'est aussi notre avenir et un engagement de mon gouvernement. Nous avons changé beaucoup de choses au Québec en trois ans. Nous avons aussi changé des choses à l'extérieur du Québec. Nous avons modifié la dynamique canadienne en faisant entrer les relations entre les provinces et les territoires dans l'univers de la coopération avec le Conseil de la fédération, créé à l'initiative du Québec.

Avec notre gouvernement, le Québec a repris son rôle de leader au sein de la fédération. Nous portons une vision du fédéralisme qui repose sur le respect des compétences et la valorisation de la diversité.

Au Québec, un nombre important d'électeurs ont appuyé cette vision du fédéralisme en élisant une dizaine de députés conservateurs lors des élections du 23 janvier dernier. Monsieur Harper a reconnu ce fait. Lorsque je l'ai reçu, le 8 mars dernier, cela faisait 22 ans qu'un premier ministre canadien n'était pas venu rencontrer le premier ministre du Québec dans notre capitale nationale.

Cet appui des gens de Québec constitue un argument nouveau et puissant en faveur de la réalisation de projets structurants dans la capitale nationale en partenariat avec le gouvernement fédéral. Lors de cette rencontre, monsieur Harper et moi avons convenu de mettre en branle plusieurs dossiers importants pour Québec.

En tête de liste, la modernisation de l'aéroport Jean-Lesage. Dès le lendemain, le 9 mars, un comité intergouvernemental Canada-Québec se réunissait sur ce dossier précis en présence de la direction de l'aéroport. Notre capitale nationale doit être pourvue d'infrastructures aéroportuaires qui correspondent à son rôle, à son statut et à son rayonnement international.

La modernisation de l'aéroport Jean-Lesage est la priorité numéro un des relations avec le gouvernement Harper pour notre capitale nationale. Au cours des dernières années, nous avons eu le courage de forcer des remises en question pour pouvoir mieux soigner, mieux éduquer et mieux prospérer. Notre action repose sur la responsabilité et le devoir d'État; elle est entièrement orientée vers notre avenir, vers notre jeunesse.

Nous présenterons d'ailleurs dans quelques jours notre nouvelle stratégie d'action jeunesse qui favorisera le plein engagement des jeunes dans notre société. Je sais, Madame Morin, que vous avez participé aux consultations entourant cette stratégie, et je peux vous dire que vous y retrouverez cette ambition et cette confiance en l'avenir qui imprègnent votre organisation. Notre gouvernement a placé l'intérêt de la jeunesse au cœur de ses décisions.

Quand nous réinvestissons en éducation; quand nous développons les services de garde; quand nous mettons sur pied un nouveau régime de congé parental, c'est aux jeunes que nous pensons. Quand nous refaçonnons notre système de santé, et que nous agissons pour en contrôler les coûts, c'est pour que vous puissiez en profiter vous aussi.

Quand nous protégeons nos forêts; quand nous bataillons pour une plus grande prospérité du Québec, c'est à vous que nous pensons. C'est pour nos jeunes que nous avons lancé en février 2004 le Défi entrepreneuriat Jeunesse.

Je tiens d'ailleurs à souligner l'engagement de la Jeune chambre de commerce de Québec dans le développement de la culture entrepreneuriale par le projet : « Les apprentis Telus » qui vise à promouvoir le désir d'entreprendre. Plusieurs des participants à ce projet sont dans la salle et je les salue. C'est aussi pour nos jeunes, Mesdames, Messieurs, pour qu'ils aient eux aussi les moyens de leurs ambitions, que nous allons nous attaquer à notre dette publique.

La Jeune chambre de commerce de Québec, en tant que membre du Regroupement des jeunes gens d'affaires du Québec, fait partie d'une coalition de groupes jeunesse qui se sont prononcés en faveur du contrôle et de la réduction de notre dette. Nous nous engagerons par une loi à freiner le recours à l'endettement et à accélérer la réduction du poids de notre dette par rapport à notre richesse.

Nous confirmerons la création, dès la présentation de notre budget, la semaine prochaine, d'un fonds dédié à la dette, le Fonds des générations. Je lance aujourd'hui un appel à la solidarité des Québécois; une solidarité véritable par laquelle les Québécois vont s'unir et consentir à un effort pour s'attaquer à la dette. Nous serons ce gouvernement qui dégagera les voies du futur pour le bénéfice de notre jeunesse.

Le Québec est promis à un brillant avenir. Notre jeunesse, qui nous appelle à innover, à nous renouveler, c'est la génération d'un Québec nouveau dans un monde nouveau. Vous êtes les premiers enfants du Québec à avoir grandi avec une souris dans la main. Vous êtes nés avec Internet et le libre-échange. Vous êtes les filles et les fils de ce village global. La Chine, l'Inde, vous en entendez parler depuis toujours. Vous y voyez des opportunités plus que des menaces.

Vous êtes animés par une conscience universelle, environnementale, globale. Et cela tombe bien, car bientôt, les yeux du monde seront tournés vers nous. C'est un formidable événement qui se prépare à Québec. La génération de vos parents a été marquée par Expo 67. La vôtre sera marquée par Québec 2008. Le 400^e anniversaire de Québec placera notre capitale nationale sous les projecteurs du monde.

Notre gouvernement a déjà engagé 110 millions de dollars en prévision de cette année de commémoration et de festivités : 70 millions de dollars en infrastructures, principalement pour l'aménagement du littoral, avec la promenade Samuel-de-Champlain, et 40 millions de dollars pour la programmation.

Le gouvernement fédéral fera aussi sa part. Et nous avons reçu un appui formel du gouvernement français. Le président Jacques Chirac m'a confirmé que Jean-Pierre Raffarin, sénateur et ancien premier ministre, présidera un comité d'organisation pour la célébration du 400^e anniversaire de Québec. Il sera chargé de coordonner les initiatives françaises relatives à cette commémoration.

Que ce grand ami du Québec qu'est Jean-Pierre Raffarin devienne en quelque sorte l'ambassadeur français des fêtes du 400^e est un coup de pouce majeur au rayonnement de l'événement. Par ailleurs, le gouvernement français va consulter prochainement le gouvernement du Québec, ainsi que la Ville de Québec, afin d'évaluer quelle sera la marque d'amitié qu'elle entend offrir dans le cadre des célébrations du 400^e anniversaire.

La Société des fêtes du 400^e de Québec est à pied d'œuvre avec l'appui plein et entier du gouvernement pour faire de 2008 une année inoubliable. Déjà, de nombreux événements internationaux sont prévus, dont le Sommet de la Francophonie, qui réunira 82 chefs d'État et de gouvernement.

En 2008, c'est notre histoire que nous allons célébrer, depuis la fondation de Québec par Samuel de Champlain en 1608, jusqu'à nos jours. C'est notre histoire que nous allons raconter au monde, et c'est notre confiance dans l'avenir que nous allons célébrer avec le monde.

Je vous dis aujourd'hui : faisons ensemble de notre capitale nationale l'un des plus flamboyants symboles de la fierté de notre passé et de notre confiance dans l'avenir.